

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**



QUARANTE-DEUXIÈME SESSION

*Documents officiels**

TROISIÈME COMMISSION
54e séance
tenue le
vendredi 20 novembre 1987
à 15 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 54e SEANCE

Président : M. RITTER (Panama)

SOMMAIRE

POINT 102 DE L'ORDRE DU JOUR : OBLIGATION DE PRESENTER DES RAPPORTS QUI INCOMBE AUX ETATS PARTIES AUX CONVENTIONS DES NATIONS UNIES RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME (suite)

POINT 106 DE L'ORDRE DU JOUR : NOUVEL ORDRE HUMANITAIRE INTERNATIONAL (suite)

POINT 107 DE L'ORDRE DU JOUR : TORTURE ET AUTRES PEINES OU TRAITEMENTS CRUELS, INHUMAINS OU DEGRADANTS : RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL (suite)

POINT 101 DE L'ORDRE DU JOUR : PACTES INTERNATIONAUX RELATIFS AUX DROITS DE L'HOMME (suite)

POINT 91 DE L'ORDRE DU JOUR : IMPORTANCE, POUR LA GARANTIE ET L'OBSERVATION EFFECTIVES DES DROITS DE L'HOMME, DE LA REALISATION UNIVERSELLE DU DROIT DES PEUPLES A L'AUTODETERMINATION ET DE L'OCTROI RAPIDE DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX : RAPPORTS DU SECRETAIRE GENERAL (suite)

POINT 103 DE L'ORDRE DU JOUR : HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES (suite)

POINT 99 DE L'ORDRE DU JOUR : DROITS DE L'HOMME ET PROGRES DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE : RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL (suite)

POINT 101 DE L'ORDRE DU JOUR : PACTES INTERNATIONAUX RELATIFS AUX DROITS DE L'HOMME (suite)

*Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GENERALE
A/C.3/42/SR.54
4 décembre 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

La séance est ouverte à 15 h 45

POINT 102 DE L'ORDRE DU JOUR : OBLIGATION DE PRESENTER DES RAPPORTS QUI INCOMBE AUX ETATS PARTIES AUX CONVENTIONS DES NATIONS UNIES RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME (suite) (A/C.3/42/L.54)

1. Mlle KAMAL (Secrétaire de la Commission) annonce que les délégations des Bahamas et de la Norvège se sont jointes aux auteurs du projet de résolution A/C.3/42/L.54. En ce qui concerne la demande qui figure à l'alinéa a) du paragraphe 4, il est prévu qu'aucune dépense ne sera engagée en sus des demandes de crédit déjà présentées aux chapitres 23 et 29 du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1988-1989. La réunion demandée se tiendrait à Genève, non à New York, et le texte sera modifié en conséquence.

2. M. GOLEMANOV (Bulgarie) réaffirme l'opinion de sa délégation selon laquelle les présidents de tous les organes créés en vertu d'instruments internationaux dans le domaine des droits de l'homme ont le droit d'assister à des réunions du type envisagé au paragraphe 4; il espère que le Secrétariat interprétera la proposition dans cette perspective et prendra les dispositions voulues.

3. Le projet de résolution A/C.3/42/L.54 est adopté sans qu'il soit procédé à un vote.

POINT 106 DE L'ORDRE DU JOUR : NOUVEL ORDRE HUMANITAIRE INTERNATIONAL (suite) (A/C.3/42/L.57, L.63/Rev.1)

Projet de résolution A/C.3/42/L.57

4. Mlle KAMAL (Secrétaire de la Commission) annonce que la délégation du Samoa s'est jointe aux auteurs du projet de résolution.

5. Le projet de résolution A/C.3/42/L.57 est adopté sans qu'il soit procédé à un vote.

Projet de résolution A/C.3/42/L.63/Rev.1

6. Mlle KAMAL (Secrétaire de la Commission) donne lecture des amendements présentés par la délégation soviétique au projet de résolution A/C.3/42/L.63/Rev.1.

7. Mme UMAÑA (Colombie), prenant la parole pour une motion d'ordre, dit que les amendements dont il est donné lecture sont trop détaillés et trop difficiles à suivre dans les diverses versions linguistiques pour être présentés oralement.

8. Le PRESIDENT propose de reporter l'examen du projet de résolution A/C.3/42/L.63/Rev.1 de manière à pouvoir disposer du texte révisé.

9. Il en est ainsi décidé.

POINT 107 DE L'ORDRE DU JOUR : TORTURE ET AUTRES PEINES OU TRAITEMENTS CRUELS, INHUMAINS OU DEGRADANTS : RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL (suite) (A/C.3/42/L.56, L.60 et L.66)

Projet de résolution A/C.3/42/L.56

10. Le projet de résolution A/C.3/42/L.56 est adopté sans qu'il soit procédé à un vote.

Projet de résolution A/C.3/42/L.60

11. Mlle KAMAL (Secrétaire de la Commission) annonce que les délégations du Portugal et du Samoa se sont jointes aux auteurs du projet de résolution.

12. Le projet de résolution A/C.3/42/L.60 est adopté sans qu'il soit procédé à un vote.

Projet de résolution A/C.3/42/L.66

13. Mme FUNDAFUNDA (Zambie) annonce que les délégations de l'Australie, de l'Autriche, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, du Samoa et du Soudan se sont jointes aux auteurs du projet de résolution. Au paragraphe 2, l'expression "tous les enfants détenus" devrait être remplacée par l'expression "les enfants en détention".

14. Mme WARZAZI (Maroc), appuyée par M. DIRAR (Soudan), note que le projet de résolution, s'il est adopté, deviendrait la première résolution portant exclusivement sur les enfants et prie vivement la Commission de l'adopter par acclamation.

15. Le projet de résolution A/C.3/42/L.66, tel qu'il a été modifié oralement, est adopté par acclamation.

POINT 101 DE L'ORDRE DU JOUR : PACTES INTERNATIONAUX RELATIFS AUX DROITS DE L'HOMME (suite) (A/C.3/42/L.49/Rev.1, L.51 et L.55)

Projet de résolution A/C.3/42/L.55

16. M. BOLD (Mongolie) annonce que les délégations de la République fédérale d'Allemagne et du Samoa se sont jointes aux auteurs du projet de résolution A/C.3/42/L.55.

17. Sur la demande du représentant des Etats-Unis d'Amérique, il est procédé au vote enregistré sur le paragraphe 5 du projet de résolution A/C.3/42/L.55.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Allemagne, République fédérale d', Arabie saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Bénin, Bhoutan, Birmanie, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi

Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Danemark, Djibouti, Egypte, El Salvador, Emirats arabes unis, Equateur, Espagne, Ethiopie, Fidji, Finlande, France, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Hongrie, Iles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Japon, Jordanie, Kampuchea démocratique, Kenya, Koweït, Lesotho, Liban, Libéria, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique allemande, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suriname, Swaziland, Tchad, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : Néant.

S'abstiennent : Etats-Unis d'Amérique.

18. Par 136 voix contre zéro, avec une abstention, le paragraphe 5 du projet de résolution A/C.3/42/L.55 est adopté.

19. L'ensemble du projet de résolution A/C.3/42/L.55 est adopté sans qu'il soit procédé à un vote.

20. M. STIRLING (Etats-Unis d'Amérique), expliquant son vote après le vote, dit que sa délégation s'est abstenue lors du vote sur le paragraphe 5 de la résolution A/C.3/42/L.55, du fait que les Etats-Unis ne sont plus membre de l'Unesco.

Projet de résolution A/C.3/42/L.49/Rev.1.

21. M. FRAMBACH (République démocratique allemande) dit que le texte des nouveaux paragraphes 4 et 5 et de l'amendement oral antérieurement présenté au nouveau paragraphe 6 a été distribué à toutes les délégations. Il convient donc de supprimer le paragraphe 4 du texte actuel, d'insérer les nouveaux paragraphes 4, 5 et 6 et de renuméroter les paragraphes 5, 6 et 7, qui deviennent respectivement les paragraphes 7, 8 et 9.

22. M. HAMER (Pays-Bas) dit que la délégation de la République démocratique allemande a fait preuve d'une louable souplesse et a prêté dûment attention aux propositions et aux points de vue présentés au cours des consultations officielles. Malheureusement, la délégation néerlandaise n'est toujours pas satisfaite du paragraphe 3, surtout compte tenu du sixième alinéa du préambule; il ne semble pas approprié, dans une résolution qui porte sur l'indivisibilité et l'interdépendance des droits, de ne citer qu'une seule catégorie de droits. M. Hamer propose de réviser le texte du paragraphe 3 de manière à y inclure une référence aux droits civils et politiques ou, à défaut, d'ajouter à la fin du paragraphe les mots "au titre des points de l'ordre du jour pertinents".

23. M. FRAMBACH (République démocratique allemande) dit que le texte révisé est le fruit de longues négociations. Le paragraphe 3 tient compte du libellé de la résolution 41/117 de l'Assemblée générale. M. Frambach pense que les auteurs du projet de résolution ne verraient pas d'objection à ajouter la référence proposée aux droits civils et politiques, à condition de préciser en outre, pour tenir compte du onzième alinéa du Préambule, que les organes des Nations Unies n'ont pas accordé une attention suffisante à la mise en oeuvre, à la promotion et à la protection des droits économiques, sociaux et culturels.

24. M. QUINN (Australie) propose, à titre de compromis, de libeller le paragraphe 3 comme suit : "Prie la Commission des droits de l'homme d'apporter une attention accrue à la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels au titre des points de l'ordre du jour pertinents".

25. M. FRAMBACH (République démocratique allemande) juge acceptable la proposition australienne.

26. M. HAMER (Pays-Bas) dit qu'en l'absence d'objection de la part des auteurs du projet de résolution, il acceptera les propositions faites par la République démocratique allemande et l'Australie aux fins d'améliorer le texte.

27. M. HOUFANE (Djibouti) fait observer qu'il est contraire au règlement intérieur de distribuer dans une seule langue les amendements proposés.

28. Le PRESIDENT explique que les propositions ont été distribuées aux auteurs du projet dans une seule langue parce qu'elles n'entraînent que des changements mineurs.

29. M. HOPPE (Danemark), expliquant son vote au nom des douze Etats membres de la Communauté européenne, déclare que les Douze reconnaissent que le texte du projet de résolution A/C.3/42/L.49/Rev.1 représente une certaine amélioration par rapport à la résolution de l'année précédente, mais qu'ils s'abstiendront lors du vote parce que le texte leur inspire un certain nombre de sérieuses réserves. Premièrement, ils ne peuvent accepter l'assertion faite dans le titre et au cinquième alinéa du préambule, selon laquelle tous les droits de l'homme sont "interdépendants". La jouissance des droits économiques, sociaux et culturels

(M. Hoppe, Danemark)

- dont la réalisation est progressive - ne peut être une condition préalable à la jouissance des droits civils et politiques, auxquels il faut donner effet intégralement et sans délai. Les Douze ne peuvent non plus accepter l'affirmation implicite faite au septième alinéa, selon laquelle les principaux obstacles à la jouissance complète des droits de l'homme sont ceux qui y sont énumérés. Une liste complète comprendrait d'autres facteurs, comme les pratiques totalitaires.

30. Les Douze ne peuvent accepter le huitième alinéa du préambule, dont la teneur ne correspond pas à celle du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Ils ne sont pas non plus satisfaits du neuvième alinéa, qui donne une idée excessivement simpliste de la relation triangulaire complexe qui existe en fait entre désarmement, sécurité et développement et n'a pas sa place dans une résolution portant sur le point examiné. Enfin, les Douze estiment qu'une résolution unique et détaillée portant sur les pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, comme le projet de résolution A/C.3/42/L.51, suffit à traiter des questions qui se posent dans ce domaine.

31. Il est procédé à un vote enregistré séparé sur le huitième alinéa du projet de résolution A/C.3/42/L.49/Rev.1.

Votent pour : Afghanistan, Algérie, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bénin, Bhoutan, Birmanie, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Egypte, El Salvador, Emirats arabes unis, Equateur, Ethiopie, Fidji, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Haïti, Honduras, Hongrie, Iles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Lesotho, Liban, Libéria, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique allemande, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Rwanda, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Tchad, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : Allemagne, République fédérale d', Belgique, Etats-Unis d'Amérique, France, Israël, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

S'abstiennent : Autriche, Canada, Danemark, Espagne, Finlande, Grèce, Irlande, Islande, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, Portugal, Suède.

32. Par 117 voix contre 9, avec 13 abstentions, le huitième alinéa du projet de résolution A/C.3/42/L.49/Rev.1 est adopté.

33. Il est procédé au vote enregistré sur l'ensemble du projet de résolution A/C.3/42/L.49/Rev.1.

Votent pour : Afghanistan, Albanie*, Algérie, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bénin, Bhoutan, Birmanie, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Chine, Chypre, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Egypte, El Salvador, Emirats arabes unis, Equateur, Ethiopie, Fidji, Ghana, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Haïti, Honduras, Hongrie, Iles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Lesotho, Liban, Libéria, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique allemande, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Rwanda, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Tchad, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Allemagne, République fédérale d', Autriche, Belgique, Canada, Chili, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Turquie.

* Voir par. 35 ci-après.

34. Par 118 voix contre une, avec 22 abstentions, l'ensemble du projet de résolution A/C.3/42/L.49/Rev.1 est adopté.

35. M. VITO (Albanie) dit que sa délégation n'a pas pris part au vote sur l'ensemble du projet de résolution.

Projet de résolution A/C.3/42/L.51

36. M. HOPPE (Danemark), s'exprimant au nom des auteurs du projet de résolution, dit qu'il faut apporter deux modifications au paragraphe 14. A la quatrième ligne, après l'expression "la Commission des droits de l'homme", il faut ajouter l'expression "la Commission de la condition de la femme". A la huitième ligne, après l'expression "le cas échéant", il faut ajouter l'expression "d'autres commissions techniques du Conseil économique et social et".

37. M. GOLEMANOV (Bulgarie) espère que la Commission adoptera le projet de résolution sans vote. La délégation bulgare souhaite être ajoutée à la liste de ses auteurs.

38. Le projet de résolution A/C.3/42/L.51, tel qu'il a été modifié oralement, est adopté sans qu'il soit procédé à un vote.

POINT 91 DE L'ORDRE DU JOUR : IMPORTANCE, POUR LA GARANTIE ET L'OBSERVATION EFFECTIVES DES DROITS DE L'HOMME, DE LA REALISATION UNIVERSELLE DU DROIT DES PEUPLES A L'AUTODETERMINATION ET DE L'OCTROI RAPIDE DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX : RAPPORTS DU SECRETAIRE GENERAL (suite)
(A/C.3/42/L.15/Rev.3, L.69/Rev.1)

39. Le PRESIDENT dit que le premier des orateurs inscrits sur sa liste est le Yémen démocratique.

40. M. HOPPE (Danemark), soulevant une motion d'ordre, propose en vertu de l'article 116 [74] du règlement intérieur qu'il ne soit pas donné suite à la proposition d'insérer un nouveau paragraphe 7 dans le projet de résolution A/C.3/42/L.15/Rev.3 (A/C.3/42/L.69/Rev.1), et que ...

41. M. AL-ASHTAL (Yémen démocratique), prenant la parole sur une motion d'ordre, ...

42. Le PRESIDENT prie les délégations d'utiliser au mieux les motions d'ordre, qui doivent avoir trait à la manière dont le débat est conduit et non au fond de la question à l'examen. Les motions d'ordre ne doivent pas être utilisées pour proposer des amendements.

43. M. AL-ASHTAL (Yémen démocratique) propose, en vertu de l'article 116 [74], qu'il ne soit pas donné suite au sous-amendement au nouveau paragraphe 7, proposé oralement par la Belgique à la 42e séance (A/C.3/42/SR.42).

44. M. HOPPE (Danemark), soulevant une motion d'ordre, dit que d'après le règlement intérieur, le Danemark étant le premier à parler au cours du débat sur la question, a présenté officiellement une motion tendant à ce que la Commission ne donne pas suite à la proposition d'insérer un nouveau paragraphe 7 non plus qu'au sous-amendement belge y relatif. Cette motion d'ordre a priorité.

45. Le PRESIDENT dit qu'il y a trois orateurs inscrits sur sa liste : le Yémen démocratique, les Etats-Unis d'Amérique et le Danemark. Le représentant du Danemark a demandé à prendre la parole sur une motion d'ordre qui n'était pas en fait une motion d'ordre. Le Yémen démocratique était en train de faire une proposition.

46. M. ROSENSTOCK (Etats-Unis d'Amérique) dit qu'il est indiscutable que le Danemark a présenté sa motion en utilisant la procédure prescrite à l'article 116, c'est-à-dire en soulevant une motion d'ordre. La motion du Danemark devrait avoir la priorité. Comme le Président l'a fait justement remarquer, cette motion n'a rien à voir avec les questions de fond, pour lesquelles les orateurs sont dûment inscrits sur la liste.

47. M. KATEKA (République-Unie de Tanzanie) dit qu'il est normal qu'une délégation fasse inscrire son nom sur la liste en vue de soulever une motion d'ordre, ce qui est exactement ce que le Yémen démocratique a fait. Lorsqu'il y a conflit entre deux motions d'ordre, le Président doit statuer conformément à l'article 113.

48. M. SCHWANDT (République fédérale d'Allemagne) dit que le Danemark a présenté une motion en vertu de l'article 116 et que cet article stipule que "la motion est immédiatement mise aux voix". En conséquence, la motion présentée par le Danemark doit avoir la priorité sur la motion présentée par le Yémen démocratique.

49. M. AL-ASHTAL (Yémen démocratique) confirme l'interprétation de la Tanzanie : le Yémen démocratique s'est inscrit sur la liste pour présenter une motion. Il semble que le Président a déjà statué en faveur du Yémen démocratique en disant que l'interruption d'une motion d'ordre n'est pas valable.

50. Le Yémen démocratique a proposé sa motion en vertu de l'article 116 [74] parce que le sous-amendement belge, qui fait allusion à l'Afghanistan et au Kampuchea, n'a rien à voir avec la question à l'examen. D'ailleurs, ce sous-amendement tombe mal puisqu'il y a déjà eu un débat à l'Assemblée générale concernant l'Afghanistan et le Kampuchea. La délégation du Yémen démocratique appuie fermement le projet de résolution A/C.3/42/L.15/Rev.3 et estime que, dans l'intérêt du consensus, sa motion devrait avoir priorité et être mise aux voix immédiatement.

51. M. TREIKI (Jamahiriya arabe libyenne) propose de mettre aux voix la motion du Yémen démocratique puisqu'elle a été présentée avant celle du Danemark.

52. M. HOPPE (Danemark), appuyé par M. ROSENSTOCK (Etats-Unis d'Amérique), dit que le Président a donné la parole au Yémen démocratique non pour qu'il présente une motion d'ordre mais simplement pour qu'il fasse sa déclaration. Le Danemark a présenté sa motion avant que le Yémen démocratique n'ait commencé à parler. Puisque deux représentants ont pris la parole en faveur de la motion, et deux contre, celle-ci devrait être mise aux voix, conformément à l'article 116.

53. M. SCHWANDT (République fédérale d'Allemagne) rappelle à la délégation du Yémen démocratique qu'à la dernière session de l'Assemblée générale, une situation analogue s'est produite à la Deuxième Commission. Il a fallu demander l'opinion du Conseiller juridique, lequel a décidé que la première motion avait en fait la priorité.

54. Le PRESIDENT annonce qu'il consultera le Conseiller juridique et fera rapport à la Commission.

La séance est suspendue à 17 h 5; elle est reprise à 18 h 15.

55. Le PRESIDENT, faisant rapport sur la consultation qu'il a eue avec le Conseiller juridique, dit que, de l'avis du Conseiller, le représentant du Danemark était fondé à invoquer l'article 116 du règlement intérieur pour présenter une motion tout en soulevant la motion d'ordre par laquelle il a interrompu le représentant du Yémen démocratique. Bien que ce dernier ait lui-même interrompu ensuite le représentant du Danemark en soulevant une deuxième motion d'ordre, de l'avis du Conseiller juridique, on ne peut arguer de cette dernière pour passer outre à une motion d'ordre qui est déjà en cours. La motion de procédure présentée lorsque la première motion d'ordre a été soulevée doit donc être mise aux voix la première.

56. Le Président invite donc la Commission à voter sur la motion du représentant du Danemark, après avoir entendu deux orateurs en faveur de cette motion et deux contre.

57. Mme CASTRO de BARISH (Costa Rica) appuie la motion présentée par le Danemark.

58. M. AL-ASHTAL (Yémen démocratique), soulevant une motion d'ordre, dit qu'à son avis, le Président devrait plutôt demander à la Commission de décider à laquelle des deux motions de procéder, qui ont toutes deux été présentées par une motion d'ordre, revient la priorité : la motion proposant que la Commission ne se prononce pas sur le sous-amendement belge ou la motion proposant que la Commission ne se prononce pas sur l'amendement tout entier, y compris le sous-amendement belge.

59. M. HOPPE (Danemark), appuyé par M. BORG OLIVIER (Malte), rappelle que le Président a déjà établi que la motion danoise avait la priorité. Il faudrait donc entendre encore trois orateurs puis passer immédiatement au vote.

60. Le PRESIDENT, appuyé par M. OGURTSOV (République socialiste soviétique de Biélorussie) et répondant à une demande d'éclaircissements adressée par M. SEIFU (Ethiopie), donne lecture de l'article 116 du règlement intérieur et rappelle que deux motions successives invoquant l'article 116 ont été présentées par une motion d'ordre. La première motion, celle du Danemark, sera mise aux voix en premier, et la deuxième motion, celle du Yémen démocratique, sera mise au voix à la suite.

61. M. GBEHO (Ghana) se déclare opposé à la motion danoise parce que le Ghana se méfie toujours de ces motions de procédure qui visent à dénier aux délégations le droit de présenter des propositions à la Commission et à priver celle-ci de son droit d'arriver à une décision démocratique sur de telles propositions.

62. Mme ALOUAZE (Algérie) se déclare opposée à l'utilisation de motions antidémocratiques pour empêcher des Etats de présenter des amendements à des résolutions qui, telles qu'elles sont, contestent des principes établis concernant le droit inaliénable des peuples à la liberté et à l'indépendance et le libre choix de leur système économique, politique et social.

63. Mme KAMAL (Secrétaire de la Commission) donne lecture des amendements au projet de résolution A/C.3/42/L.15/Rev.3 publiés sous la cote A/C.3/42/L.69/Rev.1, ainsi que du sous-amendement belge y relatif, qui consiste à ajouter les mots "d'Afghanistan et de Kampuchea" après les mots "de Namibie et de Palestine" dans le nouveau paragraphe 7 proposé.

64. Il est procédé à un vote enregistré sur la motion danoise proposant de ne voter ni sur les amendements publiés sous la cote A/C.3/42/L.69/Rev.1 ni sur le sous-amendement belge.

Votent pour : Afghanistan, Allemagne, République fédérale d', Australie, Autriche, Belgique, Bulgarie, Canada, Chili, Costa Rica, Danemark, El Salvador, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Grèce, Honduras, Hongrie, Iles Salomon, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Luxembourg, Malte, Maroc, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Philippines, Pologne, Portugal, République démocratique allemande, République dominicaine, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Samoa, Singapour, Suède, Tchécoslovaquie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay.

Votent contre : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Bangladesh, Bénin, Botswana, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Chine, Congo, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Emirats arabes unis, Ethiopie, Ghana, Guinée, Haïti, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Lesotho, Liban, Madagascar, Malaisie, Malawi, Mauritanie, Mexique, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Pérou, Qatar,

République arabe syrienne, République-Unie de Tanzanie, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Togo, Yémen, Yémen démocratique, Zambie, Zimbabwe.

S'abstiennent : Argentine, Barbade, Bolivie, Brésil, Chypre, Egypte, Equateur, Mali, Paraguay, République centrafricaine, République démocratique populaire lao, Rwanda, Sénégal, Tchad, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Venezuela, Viet Nam, Yougoslavie, Zaïre.

65. Par 56 voix contre 45, avec 21 abstentions, la motion danoise est rejetée.

66. M. STIRLING (Etats-Unis d'Amérique) remarque que les auteurs des amendements ont montré qu'ils pouvaient les faire insérer. Il regrette de devoir maintenant retirer le projet de résolution A/C.3/42/L.15/Rev.3 sans le soumettre à plus ample examen pendant la session en cours de l'Assemblée générale. De toutes les positions que les Etats Membres prennent à l'Organisation des Nations Unies, aucune n'est aussi connue que celle qui figure dans le nouveau paragraphe 7 proposé et dans son sous-amendement.

67. Toutefois, en retirant le projet de résolution, le représentant des Etats-Unis se demande si les principaux auteurs des amendements sont satisfaits de ce qui vient de se passer. Il est clair que la Commission a été empêchée de s'acquitter de son mandat le plus important en vertu de la Charte, celui d'encourager le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. La Commission est bien connue pour son aptitude à s'attaquer à des questions difficiles qui touchent directement aux valeurs et aux idéaux les plus chers; et, lorsque après avoir débattu et négocié de bonne foi, la Commission ne peut régler ses différends, les projets de résolution sont mis aux voix. Mais ce dont la Commission vient d'être témoin est une tout autre affaire. Le projet de résolution n'a pas été débattu quant au fond. Incapables de réfuter les arguments qu'il présente, les principaux auteurs des amendements ont cherché à faire échec à ce projet en utilisant la force. Un petit nombre de délégations ont présenté exigences sur exigences au cours des négociations, supposant probablement que les auteurs du projet de résolution ne partageaient pas leurs préoccupations ou n'avaient pas les mêmes valeurs. Ils avaient tort cependant : le projet de résolution révisé a incorporé d'une manière ou d'une autre chacune des préoccupations d'ordre conceptuel qui a été mentionnée à ses auteurs. Ceux-ci ont fait preuve d'une souplesse extraordinaire mais, à la fin, un petit nombre de délégations ont insisté sur des amendements qui visaient manifestement à saboter le projet de résolution et à le rendre inacceptable pour ses propres auteurs. De tels amendements, qui ne sont pas inconnus à l'Organisation des Nations Unies, portent atteinte à la bonne foi de la Commission.

68. Tout cela se solde par une défaite pour la Commission et pour l'Assemblée générale. Celles-ci ont perdu l'occasion de faire un bond idéologique en avant car, à mesure que le texte du projet de résolution évoluait, toutes les parties s'orientaient progressivement vers une résolution qui aurait fait date dans

(M. Stirling, Etats-Unis)

l'histoire. Malheureusement, l'intransigeance d'une poignée de délégations a prévalu. Toutefois, les auteurs du projet de résolution ont l'esprit tranquille, sachant bien que la vaste majorité des délégations était disposée à franchir ce pas important en adoptant leur projet de résolution.

69. M. AL-ASHTAL (Yémen démocratique), parlant au nom des auteurs du document A/C.3/42/L.69/Rev.1, déplore vivement que la délégation des Etats-Unis retire le projet de résolution A/C.3/42/L.15/Rev.3, un texte que les auteurs des amendements appuient à fond et même avec enthousiasme. En proposant d'insérer un nouveau paragraphe 7, ils cherchaient à soutenir les droits inaliénables des peuples de Namibie et de Palestine à l'autodétermination et à l'indépendance. Ce qui est bon pour l'ensemble des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies est sûrement bon aussi pour ces deux peuples. Le représentant du Yémen démocratique espère qu'un projet de résolution incorporant les amendements proposés sera présenté à nouveau à la prochaine session et sera adopté sans être mis aux voix.

70. Mme de la MAZA (République dominicaine) reprend à son compte la déclaration faite par le représentant des Etats-Unis et retire le parrainage de sa délégation au projet de résolution A/C.3/42/L.15/Rev.3. La mention de cas spécifiques dans le cadre d'un texte général d'ordre conceptuel aurait diminué la portée du projet de résolution.

71. M. HAMER (Pays-Bas) dit que des amendements comme ceux qui ont été proposés dans le document A/C.3/42/L.69/Rev.1 sont connus comme des amendements de "sabotage", dont les auteurs devaient bien se douter qu'ils entraîneraient le retrait du projet de résolution. En tant qu'auteur du projet de résolution L.15/Rev.3, la délégation néerlandaise n'a épargné aucun effort pour essayer d'incorporer les opinions des autres délégations dans le texte originalement conçu. Il est difficile de se défendre contre l'impression que certaines délégations n'ont pas voulu, tout simplement, que le projet de résolution soit adopté. Cette situation est sans précédent dans la pratique de l'Organisation des Nations Unies dont M. Hamer a une longue expérience et il lui est particulièrement désagréable que ceux qui en sont responsables invoquent les vertus d'une procédure démocratique. C'est avec un profond regret que la délégation néerlandaise se sent obligée de retirer son parrainage et de retirer le projet de résolution lui-même.

72. M. BENNOUNI (Maroc) dit qu'en tant que représentante d'un peuple démocratique qui a toujours été profondément attaché au processus électoral depuis son indépendance, sa délégation a appuyé à la fois le projet de résolution et les amendements publiés sous la cote A/C.3/42/L.69/Rev.1. Il était cependant hostile à la proposition belge d'introduire ce qui lui semble une référence complètement déplacée au Kampuchea et à l'Afghanistan et dans ces conditions, il avait choisi de voter pour la motion danoise proposant de laisser de côté tous les amendements non encore incorporés dans le projet de résolution. La confusion regrettable qui s'est produite et qui ne facilite certainement pas la tâche de l'Organisation, non plus qu'elle n'en rehausse le prestige, aurait peut-être pu être évitée si le projet de résolution avait été examiné au titre d'un autre point de l'ordre du jour, comme

(M. Bennouni, Maroc)

les droits de l'homme ou les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme. Le représentant du Maroc espère que la Commission aura l'occasion d'examiner le projet de résolution à l'avenir et s'abstiendra dorénavant d'amalgamer des questions sans rapport les unes avec les autres.

73. M. GBEHO (Ghana) déplore lui aussi le retrait du projet de résolution ainsi que les commentaires injurieux qui ont été faits. Ceux qui sont incapables de supporter la rigueur d'une procédure démocratique n'ont pas à présenter de projets de résolution sur des élections libres. Le Ghana estime qu'il n'y a pas à rougir du résultat du vote sur la motion danoise qui prouve qu'à l'ONU la bienséance finit par l'emporter. Il faut espérer qu'un jour la communauté internationale adoptera par consensus, après des consultations plus larges, une résolution qui fera date dans ce domaine.

74. M. DIRAR (Soudan), rappelant que le peuple qu'il représente vient d'accéder à la démocratie après une longue période de dictature, dit qu'il a, pour cette raison, appuyé dès le début et sans ambiguïté le projet de résolution. Il regrette vivement que les auteurs aient décidé de retirer un texte qui aurait apporté un grand appui moral à la démocratie, au Soudan et dans d'autres pays. Toutefois, le Soudan s'est senti obligé de voter contre la motion danoise et de s'opposer à l'élimination de l'amendement figurant dans le document A/C.3/42/L.69/Rev.1 qui fait mention des grandes et nobles causes que sont la Namibie et la Palestine.

75. M. WIJEWARDANE (Sri Lanka) dit qu'il a voté contre la motion danoise parce qu'il s'oppose fermement à ce que l'on mette sur le même plan les cas de la Namibie et de la Palestine et ceux du Kampuchea et de l'Afghanistan, que ce soit dans un projet de résolution ou dans une motion de procédure.

76. Mme NGUYEN BINH THANH (Viet Nam) dit que sa délégation s'est abstenue lors du vote sur la motion danoise. Elle approuve la motion dans la mesure où celle-ci cherche à éliminer l'amendement belge dont l'objectif est d'embrouiller la question. Que cela plaise ou non à certains pays, le Kampuchea est un Etat indépendant souverain qui a librement choisi ses représentants. En revanche, sa délégation ne peut pas accepter que l'on cherche à éliminer les amendements contenus dans le document A/C.3/42/L.69/Rev.1 et elle souhaite rappeler son ferme appui à la juste lutte que mènent les peuples de Namibie et de Palestine pour exercer leurs droits inaliénables.

77. Mlle CHENG PHOBOL (Kampuchea démocratique) dit que la représentante du Viet Nam vient une nouvelle fois de donner une image déformée de la situation actuelle au Kampuchea; la présence de plus de 160 000 soldats vietnamiens est incompatible avec le droit inaliénable du peuple kampuchéen à l'autodétermination. C'est seulement lorsque ces forces se seront retirées, en application des résolutions de l'Assemblée générale, et en particulier de la résolution 42/3, que le peuple kampuchéen pourra choisir librement son avenir.

78. Mlle ARGUILLAS (Philippines) dit que le projet de résolution A/C.3/42/L.15/Rev.3 répond à la politique de son pays, qui a toujours défendu le processus démocratique, les droits de l'homme et l'autodétermination. Tout en soutenant vigoureusement les droits inaliénables des peuples de Namibie, de Palestine, d'Afghanistan et du Kampuchea à l'autodétermination et à l'indépendance, les Philippines soutiennent ces mêmes droits lorsqu'ils s'appliquent à d'autres peuples dans des situations analogues. Puisque le projet de résolution vise à promouvoir la cause de l'autodétermination d'une manière générale, les Philippines estiment qu'il ne convient pas de mentionner de cas particuliers. En conséquence, les Philippines ont voté pour la motion tendant à ne pas donner suite aux amendements apportés au projet de résolution A/C.3/42/L.15/Rev.3.

79. Mlle PEARCE (Autriche) a appuyé la motion tendant à ne pas donner suite aux amendements apportés au projet de résolution A/C.3/42/L.15/Rev.3. Ce faisant, elle n'avait pas l'intention d'empêcher la Commission de se prononcer sur la teneur du projet de résolution. Ce qu'elle ne voulait pas, c'est que des cas particuliers soient cités dans une résolution ayant une portée générale. Comme le représentant des Pays-Bas l'a fait remarquer à juste titre, les amendements ne semblaient pas avoir pour but de clarifier les questions qui sont au coeur du projet L/15/Rev.3. La position de l'Autriche sur le droit à l'autodétermination de tous les peuples, y compris ceux de Namibie et de Palestine, est claire, de même que sa position sur les élections libres et le droit d'association. Il est donc tout à fait regrettable que l'intransigeance de certaines délégations ait empêché la Troisième Commission de se prononcer sur ces questions importantes qui ont trait aux droits de l'homme. En outre, Mlle Pearce rejette toute suggestion selon laquelle l'Autriche, qui est dotée d'un système démocratique solide, a appuyé une motion antidémocratique.

80. Mme YOUNG (Royaume-Uni) a appuyé la motion tendant à ne pas donner suite aux amendements proposés au projet de résolution A/C.3/42/L.15/Rev.3. Cette résolution, qui traitait d'un point de vue général une question importante, aurait dû bénéficier de l'appui de l'immense majorité des délégations. A l'instar de l'Autriche, le Royaume-Uni déplore les manoeuvres qui ont empêché cet appui de se manifester. Elle rejette totalement les déclarations faites par certaines délégations qui sont parvenues à faire retirer le projet de résolution, en particulier l'idée que les délégations favorables à la motion danoise se seraient comportées d'une manière antidémocratique.

POINT 103 DE L'ORDRE DU JOUR : HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES (suite) (A/C.3/42/L.6, L.67, L.68)

Projet de résolution A/C.3/42/L.6

81. Le PRESIDENT rappelle à la Commission que, sur la recommandation de celle-ci, l'Assemblée générale a décidé, dans sa décision 41/428, de reporter à la session en cours l'examen du projet de résolution figurant dans le document A/C.3/42/L.6. En l'absence d'objection, il considérera que la Commission ne souhaite pas se prononcer sur le projet de résolution A/C.3/42/L.6.

82. Il en est ainsi décidé.

Projet de résolution A/C.3/42/L.67

83. M. PHIRI (Malawi) dit que, au deuxième alinéa du préambule, les mots "à leurs mouvements de libération" devraient être remplacés par "aux mouvements de libération d'Afrique du Sud et de Namibie".

84. Le projet de résolution A/C.3/42/L.67, tel qu'il a été modifié oralement, est adopté sans qu'il soit procédé à un vote.

Projet de résolution A/C.3/42/L.68

85. Le projet de résolution A/C.3/42/L.68 est adopté sans qu'il soit procédé à un vote.

86. Mme YOUNG (Royaume-Uni), prenant la parole pour expliquer son vote, dit que l'appui que sa délégation a apporté au projet de résolution A/C.3/42/L.67 ne doit pas être compris comme une approbation de la lutte armée ou des activités des mouvements de libération qui recourent à la violence.

87. M. SCHWANDT (République fédérale d'Allemagne) dit que sa délégation s'est jointe au consensus sur le projet de résolution A/C.3/42/L.67 mais tient à souligner que si la République fédérale d'Allemagne, comme le Royaume-Uni, a appuyé le projet de résolution, en particulier le deuxième alinéa du préambule, cela ne veut pas dire qu'elle approuve en aucune façon la lutte armée. Comme la République fédérale d'Allemagne l'a rappelé à plusieurs reprises, les conflits ne doivent être réglés que par des voies pacifiques.

88. Mlle BYRNE (Etats-Unis d'Amérique) ne s'est pas opposée au consensus sur le projet de résolution A/C.3/42/L.67 parce que celui-ci a un caractère essentiellement humanitaire et sanctionne les décisions prises par le Comité exécutif du HCR que sa délégation approuve. Elle tient cependant à déclarer catégoriquement que sa délégation n'approuve pas ce qui peut être interprété comme un appel à la lutte armée et qui ne peut qu'accroître les souffrances de la majorité non blanche opprimée en Afrique australe. Le projet de résolution, tel qu'il a été adopté, donne l'impression que la politique du Gouvernement sud-africain est la seule cause de la présence de réfugiés en Afrique australe avec tous les problèmes que cela entraîne. Or, s'il est vrai que c'en est la cause fondamentale, d'autres facteurs sont aussi à l'origine des misères humaines que connaît cette région.

POINT 99 DE L'ORDRE DU JOUR : DROITS DE L'HOMME ET PROGRES DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE : RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL (suite) (A/C.3/42/L.58, L.59)

89. M. LINDHOLM (Suède), prenant la parole au nom des pays nordiques après le vote sur le projet de résolution A/C.3/42/L.58, dit que les pays nordiques se sont prononcés à de nombreuses reprises en faveur des propositions visant à mettre un terme à la course aux armements nucléaires et classiques. Ils estiment toutefois que ces questions très importantes devraient être examinées dans les instances

(M. Lindholm, Suède)

pertinentes et c'est pourquoi ils se sont abstenus lors du vote sur le projet de résolution. En outre, ils émettent des réserves sur certains éléments du projet, en particulier le troisième alinéa du préambule qui fait référence à des résolutions de l'Assemblée générale qu'ils n'ont pu appuyer, ainsi que sur le paragraphe 6. A ce sujet, M. Lindholm rappelle que les pays nordiques ont déjà émis des réserves au sujet de l'article 20 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Ceci dit, les pays nordiques partagent avec les auteurs de la résolution le souci du droit de l'individu à la vie et appuieront donc résolument la résolution qui doit être présentée prochainement sur les exécutions sommaires et arbitraires.

90. M. MIYATA (Japon) dit que sa délégation s'est abstenue lors du vote sur le projet de résolution A/C.3/42/L.58, jugeant que celui-ci ne se rapportait pas vraiment au sujet du point 99. Le Japon s'est également abstenu lors du vote sur le projet de résolution L.59, dont le paragraphe 6 se réfère à des résolutions de la Commission des droits de l'homme sur lesquelles le Japon s'est déjà abstenu de prendre position.

POINT 101 DE L'ORDRE DU JOUR : PACTES INTERNATIONAUX RELATIFS AUX DROITS DE L'HOMME
(suite) (A/C.3/42/L.47. L.51)

91. M. MOTTAGINEJAD (République islamique d'Iran), expliquant son vote sur le projet de décision A/C.3/42/L.47, dit que, toute respectueuse qu'elle soit des considérations humaines qui sont à la base de ce texte et tout en notant que ses dispositions s'appliquent sans aucun doute aux systèmes séculiers élaborés par les voies législatives ordinaires, sa délégation a voté contre un projet de décision qu'elle juge incompatible avec les lois divines de l'islam et donc inacceptable pour son gouvernement.

92. Mme GHO YANPING (Chine), expliquant son vote sur le projet de décision A/C.3/42/L.47, dit qu'à l'instar d'autres délégations, la Chine émet des réserves sur l'abolition de la peine de mort à l'heure actuelle. Etant donné la situation actuelle dans son pays, le Congrès national du peuple a, après mûre réflexion, décidé de maintenir la peine de mort comme châtiment suprême à n'appliquer qu'en dernier recours, conformément aux intérêts de l'immense majorité du peuple chinois. La Chine estime que c'est aux gouvernements et aux peuples de décider de l'abolition de la peine de mort eu égard à la situation qui existe dans chaque pays.

93. M. DIRAR (Soudan), expliquant son vote sur le projet de résolution A/C.3/42/L.51, émet des réserves sur le paragraphe 11. Ce dernier laisse beaucoup à désirer, en particulier pour ce qui est du droit des Etats à décider de ces questions dans un contexte national. Le Soudan regrette que le paragraphe 11 laisse entendre que les Etats parties peuvent décider collectivement d'admettre des réserves formulées à l'égard des dispositions des Pactes internationaux. C'est toucher là à des questions de souveraineté qui ne doivent pas être traitées collectivement par les Etats parties à une convention, quelle qu'elle soit.

94. Mme PEARCE (Australie), parlant au nom de l'Autriche, du Danemark, de la Norvège, des Pays-Bas et de la Suède, dit qu'il faut examiner d'urgence et avec soin la question de l'élaboration d'un deuxième protocole facultatif au Pacte international relatif aux droits civils et politiques en vue d'abolir la peine de mort. Mme Pearce espère que, à sa quarante-quatrième session, la Commission des droits de l'homme accordera une attention particulière à la conclusion du Rapporteur spécial de la Sous-Commission de lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, qui montre que la situation internationale et régionale évolue dans le sens de l'adoption d'un instrument international relatif à l'abolition de la peine de mort. Un certain nombre de pays ont certes déclaré qu'ils ne sauraient abolir la peine de mort dans le cadre de leur juridiction, mais ces positions ne devraient pas entraver les efforts des pays qui militent en faveur de l'adoption d'un instrument international à caractère facultatif.

La séance est levée à 19 h 40.